

IBM : très forte mobilisation contre les 70 délocalisations

À La Gaude, 150 salariés et sous-traitants hier aux côtés des politiques pour dénoncer des « licenciements déguisés », remplacés par des contrats en Pologne et en Tchéquie

Parti tenu pour l'intersyndicale CGT-CFDT d'IBM : hier, devant le site de la Gaude, 150 salariés et sous-traitants ainsi que des politiques (1) ont suspendu leurs vacances pour participer au rassemblement. Dans l'expectative mais déterminés à obtenir des réponses de la direction, ils s'élevèrent contre « une annonce scélérate » : la délocalisation des postes de 70 informaticiens qui travaillent dans les locaux d'IBM, salariés de quatre sociétés sous-traitantes. Ceci alors qu'IBM bénéficie de crédits d'impôt recherche, et du soutien du conseil général dans le cadre des « pôles de compétences », devenus « Prides » avec le soutien de la Région (2).

IBMers, cette fois sont externalisées à Singapour. Faute de plan social, la machine judiciaire est en route. Et la mobilisation nationale.

« On ne veut plus d'une politique axée sur la réduction des coûts, la suppression de postes, le nivellement par le bas ! Certes il y a des clients qui demandent par contrat des coûts réduits, donc de la délocalisation. Mais il y a aussi ceux qui la refusent et, quitte à payer plus cher, veulent garder la qualité d'un service garant de la culture client, qu'IBM impose malgré eux à certains de ses plus gros clients, quitte à impacter la qualité », ajoute Alain Lentini, délégué CGT. La fin août s'annonce agitée. D'ici là, les réunions vont se succéder, et une pétition ne va pas tarder à circuler. Mais hier un espoir filtrait : « Depuis vendredi, huit salariés sous traitants ont été rattrapés par IBM. » (3)

Prochaine cible, les IBMers salariés ?

Le 24 août, quand cessent les missions, le relais est assuré... en Tchéquie et en Pologne. Des pays émergents où les coûts de main-d'œuvre sont moindres.

« Ce n'est qu'un début. La direction a ajouté la question en dernière minute au comité d'entreprise du 31 juillet... Elle nous refuse toute information, ce qui est totalement illégal, mais on sait qu'IBM veut arriver en 2013 à 0 % des 150 salariés des sous-traitants, qui font essentiellement de l'info gérance. Après eux, ce sera le tour des IBMers », explique José Saintz, délégué CGT.

Cet avenir, sombre, se confirme déjà sur le site de Montpellier, où les missions de 60

1. Michel Meïni, les conseillers généraux du groupe socialiste, radical et écologiste, représentés par Marie-Louise Gaudon et leurs homologues communistes par Jacques Victor, deux groupes qui ont apporté leur soutien par motion, Émile Tomatore, maire du Boc...

2. 1^{er} vice-président PS de la Région et secrétaire fédéral Oé Patrick Allemand a alerté la direction d'IBM de revenir sur sa décision.

3. Jointe mardi, la direction d'IBM soulignait que « les SSI (sociétés de services en ingénierie informatique) ont un fonctionnement proche de l'intérim. Leurs sociétés continueront à les employer même si leurs missions chez IBM s'arrêtent. Nous ne sommes pas leur seul pourvoyeur... ».



Fortre mobilisation hier des salariés, sous-traitants et politiques devant le site d'IBM à La Gaude à l'appel de l'intersyndicale CGT-CDFI.

« On est une variable d'ajustement » « Choisir les entreprises éthiques »

Gilles Guy, informaticien en sous-traitance

On est les instigateurs de ce mouvement. Après avoir travaillé des années pour IBM, on se retrouve réduits à l'état de variable d'ajustement pour du business. Les sociétés sous-traitantes comme Auzy ne veulent pas perdre le client IBM, avec la délocalisation vers des pays à bas coût ! Il y a volonté délibérée d'enlever aux SSI, les sociétés sous-traitantes, les compétences qu'elles exercent depuis des années. Une fois qu'il n'y aura plus personne à diriger, les employés des IBMers



seront eux aussi menacés ! Il y a les patrons voyous qui délocalisent l'outil de travail, c'est pareil avec de la prestation intellectuelle d'ingénierie informatique. Certaines sociétés de service travaillent à 100 % avec IBM. Elles sont en péril.



Michel Meïni, maire UMP de La Gaude Le comportement des voyous dont la seule préoccupation est le capitalisme n'a pas sa place en France. J'appelle à la mobilisation de tous les élus au-delà de La Gaude. C'est l'humain qui compte plus que tout. Face au démenagement à Sophia, j'avais alerté Manuel Valls qui était venu sur place. Là j'ai mis en alerte le cabinet du ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg, et demandé qu'il en fasse autant. Il doit y avoir une réaction citoyenne. Si cette

délocalisation se réalisait, on ne devrait pas, au niveau local, avoir des relations économiques avec des entreprises qui fonctionnent ainsi. Il faudra privilégier celles qui font vraiment le choix de l'éthique.